

document n° 3

Approuvé par délibération  
du 28/02/2007  
l'adjoint délégué



Acte déposé à la  
Préfecture du Cher, le

- 6 MARS 2007



département du cher

commune de parassy

**plan local d'urbanisme**

approuvé le 28 février 2007

**règlement d'urbanisme**

Modification simplifiée : 2.07.09

atelier francis ouhayoun  
urbaniste - architecte d.p.l.g.

1, rue védeau 18000 bourges tel. 02 48 21 36 30 télécopie 02 48 69 04 91 adresse internet : atelier.ouhayoun@wanadoo.fr

## SOMMAIRE

<b>TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>page 2</b>
<b>TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE URBAINE</b>	
<b>CHAPITRE I - ZONE U.....</b>	<b>page 4</b>
<b>CHAPITRE II - ZONE AU.....</b>	<b>page 10</b>
<b>TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AGRICOLE</b>	
<b>CHAPITRE I - ZONE A.....</b>	<b>page 14</b>
<b>TITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE NATURELLE</b>	
<b>CHAPITRE I - ZONE N.....</b>	<b>page 17</b>
 <b>ANNEXE I</b>	
<b>Liste des sites archéologiques connus.....</b>	<b>page 20</b>

## TITRE I

### DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN

- Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la commune de PARASSY.

#### ARTICLE 2 - PORTEE RESPECTIVE DU P.L.U. ET D'AUTRES DISPOSITIONS AFFECTANT L'OCCUPATION OU L'UTILISATION DU SOL

- Les règles du P.L.U. se substituent aux règles générales de l'urbanisme (articles R 111.1 à R 111.26 du Code de l'urbanisme).  
Toutefois, en application de l'article R111.1 du code de l'urbanisme, demeurent applicables les prescriptions définies dans les articles suivants :
  - Article R 111.2 Atteinte à la salubrité et à la sécurité publique.
  - Article R111.3.2 Préservation ou mise en valeur d'un site archéologique.
  - Article R 111.4 Accès et desserte des terrains par les voies publiques - Stationnement.
  - Article R 111.14.2 Protection de l'environnement.
  - Article R 111.15 Respect des directives d'aménagement national, cohérence avec les schémas directeurs.
  - Article R 111.21 respect des sites et paysages, intégration architecturale des bâtiments.
- Indépendamment des règles du P.L.U., les servitudes d'utilité publique, répertoriées en annexe conformément à l'article L 126.1 du Code de l'Urbanisme, sont opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.
- Ce règlement n'exclut pas l'application d'autres dispositions, notamment celles permettant de refuser un permis de construire pour des travaux ou constructions devant être réalisés sur des terrains compris dans une opération pour laquelle une déclaration d'utilité publique a été publiée (article L 421.4 - Article 3 – Division du territoire en zone).
- Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en **zones urbaines** et en **zones agricoles et naturelles**.
- **Les zones urbaines**, auxquelles s'appliquent les dispositions du titre II, couvrent l'espace déjà urbanisé ainsi que les terrains non-équipés destinés à une urbanisation future.  
Elles se divisent en :
  - Zone U, d'urbanisation existante,
  - Zone AU, destinée à l'urbanisation future.
- **La zone agricole**, à laquelle s'appliquent les dispositions du titre III, couvre l'espace exclusivement réservé aux activités agricoles et aux équipements d'intérêt général,
- **La zone naturelle**, à laquelle s'appliquent les dispositions du titre IV, couvre l'espace situé hors des zones urbaines, de protection du milieu naturel et des paysages et/ou zone de risque naturel.
- **Les emplacements réservés** aux voies, aux ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts, précisant leur destination et les collectivités, services et organisme publics bénéficiaires (article R 123-11 du code de l'urbanisme). Le propriétaire peut demander à bénéficier des dispositions de l'article L 123-17 du code de l'urbanisme
- **Les espaces boisés classés** figurant au plan de zonage sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme.



#### ARTICLE 4 - ADAPTATIONS MINEURES

- Conformément aux dispositions de l'article L 123.1 du code de l'urbanisme, les règles et servitudes définies par le P.L.U. ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation à l'exception des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.
- L'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'occupation ou d'utilisation du sol est chargée de statuer sur ces adaptations.
- Aucune adaptation ne peut être motivée par la forme ou la dimension d'une parcelle créée postérieurement à la date d'approbation du plan d'occupation des sols initial (27 septembre 1985).

#### ARTICLE 5 - PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

- Conformément aux dispositions du décret 86-192 du 5 février 1986, lorsqu'une opération, des travaux ou des installations soumis à l'autorisation de lotir, au permis de construire, au permis de démolir ou à l'autorisation des installations et travaux divers prévus par le code de l'urbanisme peuvent, en raison de leur localisation et de leur nature, compromettre la conservation ou la mise en valeur de vestiges ou d'un site archéologique, cette autorisation ou ce permis sont délivrés après avis du préfet, qui consulte le conservateur régional de l'archéologie.

NB : une liste et en plan de localisation des sites archéologiques connus sont données en annexe, pages 20 à 22.

### RAPPELS REGLEMENTAIRES

#### CLOTURES

L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable, conformément aux articles L 441.1 et suivants, et R 441.1 et suivants du code de l'urbanisme.

#### INSTALLATIONS ET TRAVAUX DIVERS

Les installations et travaux divers sont soumis à une autorisation, prévue aux articles L 442.1, et R 442.1 et suivants du code de l'urbanisme.

#### DEMOLITIONS

Les démolitions sont soumises à une autorisation, prévue à l'article L 430.1 du code de l'urbanisme.

#### TERRAINS ENCLAVES

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire, en application de l'article 682 du code civil.

#### DEFINITION DE LA NOTION DE « PIECE PRINCIPALE »

**Article R.111-1 du code de la construction et de l'habitation :** un logement ou habitation comprend, d'une part, des pièces principales destinées au séjour ou au sommeil, éventuellement des chambres isolées et, d'autre part, des pièces de service, telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et des dépendances.

#### ESPACES BOISES CLASSES

Les demandes de défrichement sont irrecevables dans les espaces boisés classés au titre de l'article L 130.1 du code de l'urbanisme et figurant comme tels aux documents graphiques.

**ARTICLE R.111-21 DU CODE DE L'URBANISME :** le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.



## **TITRE II**

### **DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES**

#### **CHAPITRE I - ZONE U**

La zone U délimite l'ensemble des secteurs d'urbanisation continue du territoire communal : le village de PARASSY et ses extensions récentes les plus immédiates.

#### **SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL**

##### **ARTICLE U 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

- Sont interdits :
  - les lotissements à usage d'activités industrielles, artisanales ou commerciales,
  - les terrains de stationnement de caravanes, et le stationnement permanent de caravanes isolées,
  - les terrains de camping,
  - les parcs d'attractions permanents et autres installations de loisirs gênantes pour le voisinage,
  - les dépôts de véhicules désaffectés, de déchets et matériaux divers,
  - les mouvements de sol modifiant l'aspect général du relief naturel,
  - les carrières.

##### **ARTICLE U 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES**

- Sont admises sous conditions les occupations et utilisations du sol ci-après :
  - les constructions et installations à usage d'activités ne produisant aucune nuisance pour le voisinage, à condition que leurs dimensions et leur architecture permettent une intégration satisfaisante à l'environnement urbain et à condition d'être compatibles avec les équipements d'infrastructure qui doivent les desservir.
  - Les installations classées liées à la vie urbaine, quel que soit leur régime (autorisation ou déclaration), à condition que les nuisances et les risques en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, soient compatibles avec le voisinage.
  - les abris de jardins, sous réserve que leur superficie n'excède pas 15 m<sup>2</sup>. Ils sont limités à un seul par îlot de propriété.

#### **SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL**

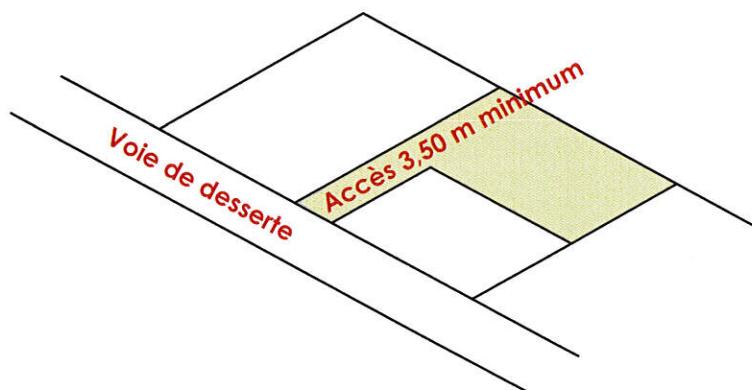
##### **ARTICLE U 3 - VOIRIE ET ACCES**

- Voirie :  
Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée. Ces voies doivent être adaptées aux usages qu'elles auront à supporter ou aux constructions ou installations qu'elles devront desservir.

Une largeur de plate-forme au moins égale à 8 m peut être imposée, selon la nature et l'importance des aménagements projetés.

Les voies en impasse peuvent être interdites dans les lotissements. Lorsqu'elles sont autorisées, elles doivent être aménagées dans leur partie terminale, afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

- **Accès :**  
L'accès des terrains non directement desservis par une voie publique ou privée répondant aux caractéristiques définies ci-dessus, doit être adapté à l'opération et aménagé de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique. Cet accès doit présenter une largeur de 3.50 m au moins et ne pas comporter de passage sous porche inférieur à 3.50 m de hauteur. La largeur des entrées cochères doit être adaptée à l'usage des constructions dont elles assurent l'accès.



#### ARTICLE U 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

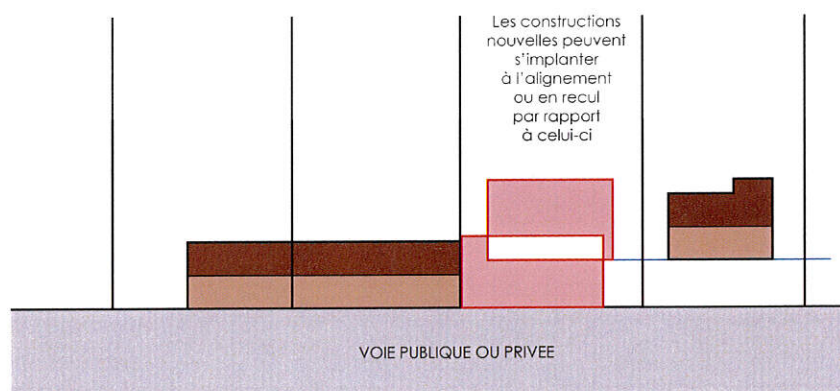
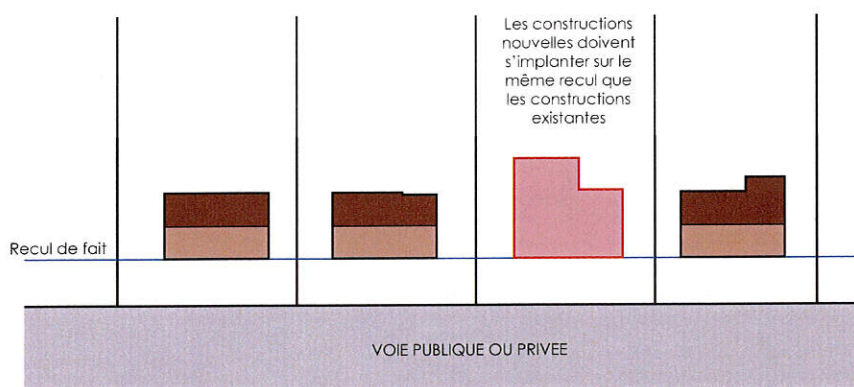
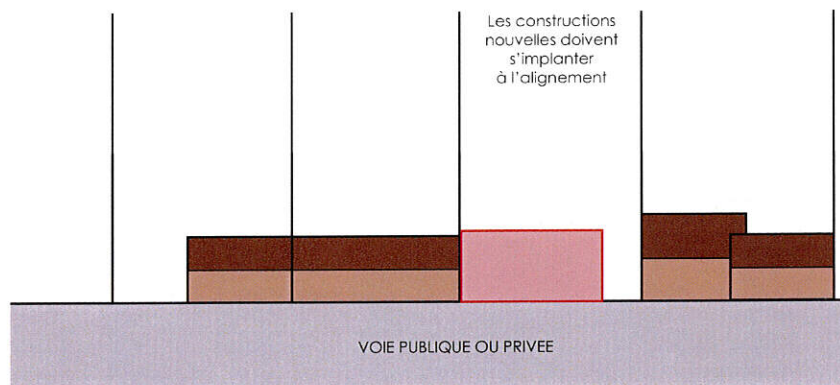
- **Eau :**  
Les constructions et installations doivent être raccordées au réseau public de distribution d'eau potable.
- **Assainissement - Eaux usées :**  
Le Schéma Directeur d'Assainissement de la commune retient le principe d'un assainissement collectif, progressivement mis en place dans l'ensemble de la zone.  
A titre transitoire, en l'absence de réseau collectif, les eaux usées doivent être dirigées sur un dispositif individuel d'épuration et d'élimination conforme à la réglementation et les chutes d'eaux usées doivent être conçues pour être branchées directement sur le réseau d'assainissement lorsqu'il sera mis en place.
- L'évacuation d'eaux usées dans les fossés, cours d'eau ou égouts pluviaux est interdite.
- **Assainissement - Eaux pluviales :**  
Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur.  
En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge du pétitionnaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.  
Dans toute la mesure du possible sera prévu, à l'occasion de chaque demande permis de construire, la mise en place d'une réserve individuelle de stockage des eaux de pluie.
- **Electricité et télécommunications :**  
Des raccordements ensevelis sont imposés.

#### ARTICLE U 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

- Les terrains doivent avoir des caractéristiques permettant la mise en place d'un dispositif individuel d'épuration et d'élimination des eaux usées.

## ARTICLE U 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

- L'implantations des constructions au long de voies publiques ou privées sera à l'identique de l'implantation des constructions voisines, à l'alignement des voies ou en retrait de celui-ci. En l'absence d'implantation voisine de référence, l'implantation des constructions nouvelles respectera un recul de 5 m minimum par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées.
- Toutefois et dans tous les cas, des implantations différentes peuvent être autorisées dans certains cas particuliers, pour tenir compte de la configuration du terrain ou s'il s'avère qu'elles contribuent à la qualité d'un projet de lotissement ou de constructions groupées. *(Voir les schémas ci-dessous)*

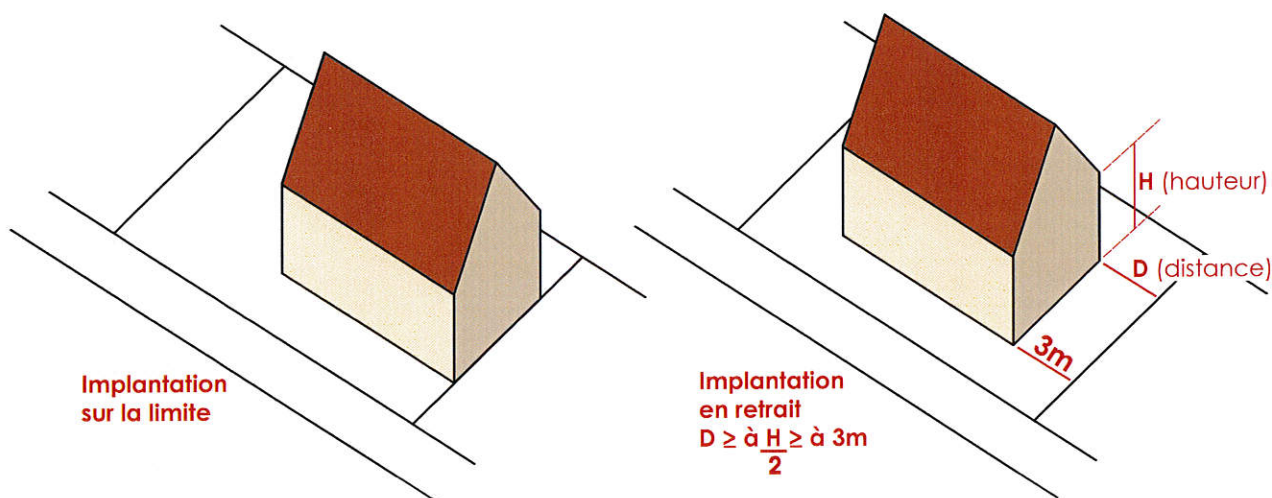




- L'implantation à l'alignement ou sur limite de voie privée qui en tient lieu peut être autorisée pour les équipements publics de faible importance ou les constructions nécessaires aux services publics dont la superficie est au plus égale à 15 m<sup>2</sup> et dont la hauteur ne dépasse pas 3 mètres à l'égout du toit.
- La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points.

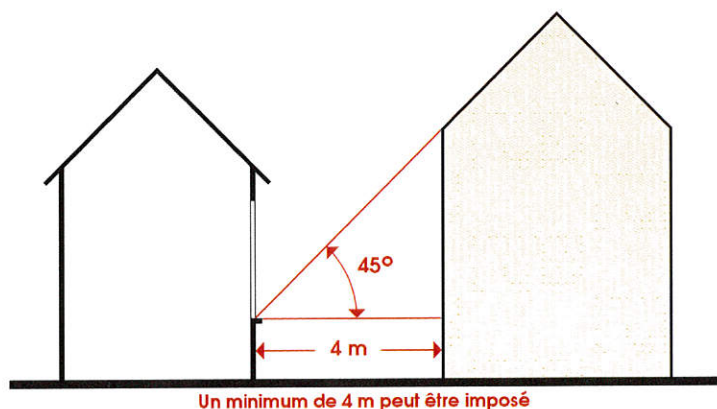
#### ARTICLE U 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

- Les constructions peuvent être implantées sur la limite séparative ou en retrait de celle-ci. Lorsque les constructions sont implantées en retrait, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment à construire au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, avec un minimum de 6 m pour les parties de construction comportant des baies de pièces principales, et un minimum de 3 m dans les autres cas.
- Toutefois, l'agrandissement des bâtiments existants peut être autorisé dans le prolongement de leur volume, à une distance inférieure de la limite séparative.



#### ARTICLE U 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

- Les bâtiments doivent être implantés de telle manière que les baies éclairant les pièces d'habitation ou d'activité ne soient masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui de ces baies, seraient vue sous un angle de plus de 45° au-dessus du plan horizontal.
- Une distance minimale de 4 mètres peut être imposée entre deux bâtiments non contigus, afin de garantir le bon éclairage des pièces d'habitation ou de travail.



#### **ARTICLE U 9 - EMPRISE AU SOL**

- Néant.

#### **ARTICLE U 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS**

- La hauteur des constructions d'habitation ne doit pas excéder deux niveaux principaux, rez-de-chaussée compris, auxquels peut être ajouté un niveau de combles habitables.
- Lorsqu'elle ne peut être exprimée en nombre de niveaux, la hauteur des constructions autres que l'habitation ne doit pas excéder 12 m au sommet du bâtiment, cheminées et autres superstructures exclues.
- Sur les terrains en pente, la hauteur est calculée à l'aplomb du point le plus haut de l'emprise au sol des bâtiments à édifier.
- Des hauteurs supérieures peuvent être autorisées pour les équipements d'infrastructure et pour les activités, lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent.

#### **ARTICLE U 11 - ASPECT EXTERIEUR**

- L'implantation, l'architecture, les dimensions et l'aspect extérieur des bâtiments ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.
- Lorsque sa partie visible est supérieure à 0.60 mètre au-dessus du terrain naturel, le sous-sol doit être traité comme le reste de la construction (spécialement en ce qui concerne les teintes, les enduits et les proportions des ouvertures).
- Les apports de remblais au pourtour des constructions ne doivent pas modifier la pente naturelle du terrain de plus de 5 %.
- Les clôtures et portails doivent être de forme simple et s'intégrer à l'environnement. Les clôtures pleines doivent être construites en un matériau unique et s'intégrer à l'architecture environnante.
- La hauteur des soubassements maçonnés des clôtures à claire-voie doit être :
  - soit, inférieure ou égale à 40% de la hauteur totale de la clôture,
  - soit, égale ou supérieure à 60 % de la hauteur totale de la clôture.
- La hauteur totale des clôtures ne doit pas dépasser 2.00 mètres.
- Les toitures des constructions principales doivent être à deux versants ou plus et réalisées en ardoises ou tuiles vieilles ou en matériaux de même aspect, avec une inclinaison de 70% (35°) minimum.
  - Les constructions annexes accolées aux constructions principales, ainsi que les annexes non-accolées d'une superficie supérieure à 15 m², présenteront une unité d'aspect avec celles-ci, particulièrement en ce qui concerne les matériaux, enduits et toitures.
  - Les constructions annexes non-accolées, d'une superficie au plus égale à 15 m² pourront être réalisées dans des matériaux différents, à condition de présenter une bonne intégration à l'environnement.
- Des critères esthétiques différents de ceux définis ci-dessus peuvent être admis, s'il s'avère qu'ils contribuent à la qualité d'un projet ou répondent à une nécessité de cohérence interne d'un projet, sans porter atteinte au caractère des lieux avoisinants ni à l'environnement.

#### **ARTICLE U 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES**

- Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques.
- Dans les lotissements, un stationnement public devra être créé, égal à 0,5 place par logement.

#### **ARTICLE U 13 - ESPACES LIBRES, PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES**

- Les espaces boisés classés figurant au plan de zonage sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme.

- Les arbres existants et les haies doivent être maintenus. En cas d'impossibilité, leur disparition doit être compensée par un aménagement paysager.
- Dans les lotissements ou opérations groupées dont la superficie est supérieure à 10 000 m<sup>2</sup>, 5 % au moins de la surface totale du terrain doivent être aménagés en espaces collectifs d'agrément.

### **SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL**

#### **ARTICLE U 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**

- Il n'est pas fixé de C.O.S. pour les constructions autorisées dans la zone.





## CHAPITRE II - ZONE AU

La zone AU est destinée à l'urbanisation future. Elle est essentiellement destinée à la fonction résidentielle et à toutes ses fonctions d'accompagnement, équipements publics, commerce, activités urbaines non-nuisantes. De par sa nature même, elle implique que les opérations qui s'y développent aient fait l'objet d'un plan d'aménagement qui permette une urbanisation progressive, respectueuse d'une cohérence d'ensemble, au fur et à mesure de sa viabilisation interne.

La zone comporte un secteur **AUa**, destiné à l'implantation de petites activités, commerces, artisanat, entrepôts.

### SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

#### ARTICLE AU 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Sont interdits **dans l'ensemble de la zone** :
  - les terrains de stationnement de caravanes, et le stationnement permanent de caravanes isolées
  - les terrains de camping,
  - les parcs d'attractions permanents et autres installations de loisirs gênantes pour le voisinage,
  - les dépôts de véhicules désaffectés, de déchets et matériaux divers,
  - les mouvements de sol modifiant l'aspect général du relief naturel,
  - les carrières.
- Sont en outre interdits **dans le secteur AU** :
  - les lotissements à usage d'activités industrielles, artisanales ou commerciales.
- Sont en outre interdits **dans le secteur AUa** :
  - les lotissements à usage d'habitation.

#### ARTICLE AU 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- Sont admises sous conditions les occupations et utilisations du sol ci-après :
  - les lotissements ou toute opération d'urbanisation groupée, ayant fait l'objet d'un plan d'aménagement d'ensemble intéressant tout ou partie de la zone et présentant les caractères d'une intégration rationnelle au milieu urbain. Les constructions inscrites dans un tel plan d'ensemble pourront être réalisées au coup par coup, au fur et à mesure de la réalisation des équipements d'infrastructure.
- Outre les obligations définies à l'alinéa ci-dessus, sont admises sous conditions les occupations et utilisations du sol ci-après :
  - les constructions et installations à usage d'activités ne produisant aucune nuisance pour le voisinage, à condition que leurs dimensions et leur architecture permettent une intégration satisfaisante à l'environnement urbain.
  - Les installations classées liées à la vie urbaine, quel que soit leur régime (autorisation ou déclaration), à condition que les nuisances et les risques en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, soient compatibles avec le voisinage.
  - les abris de jardins, sous réserve que leur superficie n'excède pas 15 m<sup>2</sup>. Ils sont limités à un seul par îlot de propriété.
  - l'agrandissement modéré des constructions existantes.

### SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

#### ARTICLE AU 3 - VOIRIE ET ACCES

- **Voirie** :  
Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée. Ces voies doivent être adaptées aux usages qu'elles auront à supporter ou aux constructions ou installations qu'elles devront desservir.

Une plate-forme de 5 m minimum, comportant une chaussée de 3 m minimum peut être exigé. Elle est obligatoire pour toute voie nouvelle desservant plus de 10 logements.

Une largeur de plate-forme au moins égale à 8 m peut être imposée, selon la nature et l'importance des aménagements projetés.

Les voies en impasse peuvent être interdites dans les lotissements. Lorsqu'elles ont autorisées, elles doivent être aménagées dans leur partie terminale, afin de permettre aux véhicules de faire demi-tour.

- **Accès :**

L'accès des terrains non directement desservis par une voie publique ou privée répondant aux caractéristiques définies ci-dessus, doit être adapté à l'opération et aménagé de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique. Cet accès doit présenter une largeur de 3.50 m au moins et ne pas comporter de passage sous porche inférieur à 3.50 m de hauteur. La largeur des entrées cochères doit être adaptée à l'usage des constructions dont elles assurent l'accès.

#### **ARTICLE AU 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX**

- **Eau :**

Les constructions et installations doivent être raccordées au réseau public de distribution d'eau potable.

- **Assainissement - Eaux usées :**

Les eaux usées doivent être dirigées sur un dispositif individuel d'épuration et d'élimination conforme à la réglementation.

- L'évacuation d'eaux usées dans les fossés, cours d'eau ou égouts pluviaux est interdite.

- **Assainissement - Eaux pluviales :**

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge du pétitionnaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Dans toute la mesure du possible sera prévu, à l'occasion de chaque demande permis de construire, la mise en place d'une réserve individuelle de stockage des eaux de pluie.

- **Electricité et télécommunications :**

Des raccordements ensevelis sont imposés.

#### **ARTICLE AU 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS**

- Les terrains doivent avoir des caractéristiques permettant la mise en place d'un dispositif individuel d'épuration et d'élimination des eaux usées.

#### **ARTICLE AU 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

- Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 5 m de l'alignement ou de la limite de voie privée qui en tient lieu. Toutefois, des implantations à moins de 5 mètres, et jusqu'à l'alignement, peuvent être autorisées dans certains cas particuliers, pour tenir compte de l'implantation des constructions voisines ou de la configuration du terrain ou s'il s'avère qu'elles contribuent à la qualité d'un projet de lotissement ou de constructions groupées.

#### **ARTICLE AU 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

- Les constructions peuvent être implantées sur la limite séparative ou en retrait de celle-ci. Lorsque les constructions sont implantées en retrait, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment à construire au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, avec un minimum de 6 m pour les parties de construction comportant des baies de pièces principales, et un minimum de 3 m dans les autres cas.

*(Voir les schémas de la page 7)*



## **ARTICLE AU 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

- Les bâtiments doivent être implantés de telle manière que les baies éclairant les pièces d'habitation ou d'activité ne soient masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui de ces baies, seraient vue sous un angle de plus de 45° au-dessus du plan horizontal.
- Une distance minimale de 4 mètres peut être imposée entre deux bâtiments non contigus, afin de garantir le bon éclairage des pièces d'habitation ou de travail.  
*(Voir le schéma de la page 7)*

## **ARTICLE AU 9 - EMPRISE AU SOL**

- Néant.

## **ARTICLE AU 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS**

- La hauteur des constructions d'habitation ne doit pas excéder deux niveaux principaux, rez-de-chaussée compris, auxquels peut être ajouté un niveau de combles habitables.
- Lorsqu'elle ne peut être exprimée en nombre de niveaux, la hauteur des constructions autres que l'habitation ne doit pas excéder 12 m au sommet du bâtiment, cheminées et autres superstructures exclues.
- Sur les terrains en pente, la hauteur est calculée à l'aplomb du point le plus haut de l'emprise au sol des bâtiments à édifier.
- Des hauteurs supérieures peuvent être autorisées pour les équipements d'infrastructure et pour les activités, lorsque leurs caractéristiques techniques l'imposent.

## **ARTICLE AU 11 - ASPECT EXTERIEUR**

- L'implantation, l'architecture, les dimensions et l'aspect extérieur des bâtiments ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.
- Lorsque sa partie visible est supérieure à 0.60 mètre au-dessus du terrain naturel, le sous-sol doit être traité comme le reste de la construction (spécialement en ce qui concerne les teintes, les enduits et les proportions des ouvertures).
- Les apports de remblais au pourtour des constructions ne doivent pas modifier la pente naturelle du terrain de plus de 5 %.
- Les clôtures et portails doivent être de forme simple et s'intégrer à l'environnement. Les clôtures pleines doivent être construites en un matériau unique et s'intégrer à l'architecture environnante.
- La hauteur des soubassements maçonnés des clôtures à claire-voie doit être :
  - soit, inférieure ou égale à 40% de la hauteur totale de la clôture,
  - soit, égale ou supérieure à 60 % de la hauteur totale de la clôture.
- La hauteur totale des clôtures ne doit pas dépasser 2.00 mètres.
- Les toitures des constructions principales doivent être à deux versants ou plus et réalisées en ardoises ou tuiles vieilles ou en matériaux de même aspect, avec une inclinaison de 70% (35°) minimum.
  - Les constructions annexes accolées aux constructions principales, ainsi que les annexes non-accolées d'une superficie supérieure à 15 m², présenteront une unité d'aspect avec celles-ci, particulièrement en ce qui concerne les matériaux, enduits et toitures.
  - Les constructions annexes non-accolées, d'une superficie au plus égale à 15 m² pourront être réalisées dans des matériaux différents, à condition de présenter une bonne intégration à l'environnement.
- Des critères esthétiques différents de ceux définis ci-dessus peuvent être admis, s'il s'avère qu'ils contribuent à la qualité d'un projet ou répondent à une nécessité de cohérence interne d'un projet, sans porter atteinte au caractère des lieux avoisinants ni à l'environnement.



- *Dans le secteur AUa* il fait application de l'article R. 111-21 du code de l'urbanisme (*voir les dispositions générales en début de règlement*).

#### **ARTICLE AU 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES**

- Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques.
- Dans les lotissements, un stationnement public devra être créé, égal à 0,5 place par logement.

#### **ARTICLE AU 13 - ESPACES LIBRES, PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES**

- Les espaces boisés classés figurant au plan de zonage sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme.
- Les arbres existants et les haies doivent être maintenus. En cas d'impossibilité, leur disparition doit être compensée par une aménagement paysager.
- Dans les lotissements ou opérations groupées dont la superficie est supérieure à 10 000 m², 5 % au moins de la surface totale du terrain doivent être aménagés en espaces collectifs d'agrément.

### **SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL**

#### **ARTICLE AU 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**

- Il n'est pas fixé de C..O.S. pour les constructions autorisées dans la zone.



### TITRE III

#### DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AGRICOLE

La zone A est réservée à l'activité agricole et peut également admettre les équipements et installations d'intérêt collectif.

Elle comporte un secteur **A1**, à l'intérieur duquel le changement de destination des constructions est autorisé.

#### SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

##### ARTICLE A1 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Sont interdites toutes les occupations ou utilisations du sol qui ne justifient pas d'une relation fonctionnelle avec l'activité agricole ou qui ne concernent pas la réalisation des équipements d'infrastructure, de services publics ou d'intérêt collectif.

##### ARTICLE A1 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- Sont admises sous conditions les occupations et installations du sol ci-après :
  - les constructions et installations à usage d'habitation liées à l'activité agricole, à condition d'être implantées à proximité des bâtiments principaux d'exploitation,
  - les constructions liées et nécessaires à l'exploitation agricole,
  - les abris de jardin familiaux sous réserve que leur superficie n'excède pas 15 m<sup>2</sup>. Ils sont limités à un seul par îlot de propriété.
  - les installations classées liées à l'exploitation agricole, à condition que la localisation envisagée permette de maintenir les zones d'habitation à l'écart des nuisances.
  - les constructions, ouvrages et installations liées à la réalisation des équipements d'infrastructure ou d'intérêt collectif.
  - Les exhaussements ou affouillement de sols nécessaires à l'activité agricole,
  - les carrières, aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
- En outre **dans le secteur A1**, sont autorisés l'agrandissement, la transformation et le changement de destination des constructions existantes d'intérêt architectural ou patrimonial, sous condition de ne pas compromettre d'exploitation agricole.

#### SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

##### ARTICLE A 3 - VOIRIE ET ACCES

- **Voirie :**  
Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles auront à supporter ou aux constructions ou installations qu'elles devront desservir. Elles devront en particulier satisfaire aux exigences de la défense contre l'incendie, de la protection civile et de l'enlèvement des ordures ménagères.
- **Accès :**  
Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.  
Au long des routes départementales, les accès sont limités à un seul par îlot de propriété. Ils sont interdits pour les terrains desservis par une autre voie.

##### ARTICLE A 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

- **Eau :**  
Les constructions et installations doivent être raccordées au réseau public de distribution d'eau potable. En l'absence de réseau public, ou si ses caractéristiques sont insuffisantes, l'alimentation peut, sauf pour les constructions à usage d'habitation ou les équipements recevant du public, être réalisée par captage, forage ou puits conformément à la réglementation en vigueur.

- **Assainissement - Eaux usées :**

Les eaux usées doivent être dirigées sur un dispositif individuel d'épuration et d'élimination conforme à la réglementation.

L'évacuation d'eaux usées dans les fossés, cours d'eau ou égouts pluviaux est interdite.

- **Assainissement - Eaux pluviales :**

Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge du pétitionnaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Dans toute la mesure du possible sera prévu, à l'occasion de chaque demande permis de construire, la mise en place d'une réserve individuelle de stockage des eaux de pluie.

- **Electricité et télécommunications :**

Des raccordements ensevelis peuvent être imposés.

#### **ARTICLE A 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS**

- Les terrains doivent avoir, le cas échéant, des caractéristiques permettant la mise en place d'un dispositif individuel d'épuration et d'élimination des eaux usées.

#### **ARTICLE A 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

- Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 10 m de l'alignement, ou de la limite de voie privée qui en tient lieu. Toutefois, l'implantation à une distance moindre peut être autorisée dans le cas d'agrandissement de constructions existant antérieurement à la date d'approbation du P.O.S. initial (4 juillet 1990).
- L'implantation à l'alignement, ou sur la limite de voie privée qui en tient lieu, peut être autorisée pour les constructions liées aux installations techniques nécessaires au fonctionnement du service public de distribution d'énergie ou d'exploitation des réseaux divers, dont la surface au sol est au plus égale à 10 m<sup>2</sup> et la hauteur à l'égout du toit inférieure à 3 m.

#### **ARTICLE A 7 - IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

- Les constructions peuvent être implantées en limite séparative. Lorsqu'elles ne le sont pas, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment à construire au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points avec un minimum de 3 m.

#### **ARTICLE A 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

- Les bâtiments doivent être implantés de telle manière que les baies éclairant les pièces d'habitation ou d'activité ne soient masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui de ces baies, seraient vue sous un angle de plus de 45° au-dessus du plan horizontal.
- Une distance minimale de 4 mètres peut être imposée entre deux bâtiments non contigus, afin de garantir le bon éclairage des pièces d'habitation ou de travail.  
(Voir le schéma de la page 7)

#### **ARTICLE A 9 - EMPRISE AU SOL**

- Néant

#### **ARTICLE A 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS**

- La hauteur d'une construction à usage d'habitation ne doit pas excéder un rez-de-chaussée, auquel peut être ajouté un niveau de combles habitables.
- Dans les autres cas, Il fait application de l'article R 111.21 du code de l'urbanisme (voir les dispositions générales en début de règlement).



**ARTICLE A 11 - ASPECT EXTERIEUR**

- Il fait application de l'article R 111.21 du code de l'urbanisme (*voir les dispositions générales en début de règlement*).
- Les constructions à usage d'habitation doivent se conformer aux prescriptions de l'article U 11.

**ARTICLE A 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES**

- Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques.

**ARTICLE A 13 - ESPACES LIBRES, PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES**

- Les espaces boisés classés figurant au plan de zonage sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme.
- En application de l'article L. 442-2 du Code de l'Urbanisme, les comblements de mares, les coupes et abattages d'arbres isolés, de haies ou de réseaux de haies et de plantations d'alignement sont soumis à autorisation préalable.

**SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL****ARTICLE A 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**

- Il n'est pas fixé de C.O.S. pour les constructions autorisées dans la zone.



## TITRE IV

### DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE NATURELLE

La zone N est la zone naturelle à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages. Elle concerne à PARASSY la partie nord boisée et bocagère du territoire communal, ainsi qu'une partie du coteau viticole.

La zone comporte un secteur **Nh**, intéressant les hameaux constitués, sur lesquels des constructions neuves sont admises.

La zone comporte un secteur **N1**, sur lequel la construction neuve de bâtiments annexes à l'existant est admise.

La zone comporte un secteur **N2**, intéressant le secteur de l'étang communal, sur lequel les constructions et installations liées aux activités sportives et de loisir sont autorisées.

#### SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

##### ARTICLE N 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

- Sont interdits :
- **Dans le secteur N**, toute construction nouvelle et toute nature d'occupation ou d'utilisation du sol autre que :
  - les constructions, ouvrages et installations liées à la réalisation des équipements d'infrastructure et d'intérêt collectif,
  - Le stationnement temporaire des caravanes.
- **Dans le secteur Nh**, toutes natures d'utilisation ou d'occupation du sol autres que :
  - les habitations et leurs annexes, les ateliers artisanaux liés à ces habitations ainsi que les bâtiments nécessaires à l'activité viticole (chai, caves, etc.).
- **Dans le secteur N1**, toutes natures d'utilisation ou d'occupation du sol autres que :
  - les bâtiments annexes aux constructions existantes.
- **Dans le secteur N2**, toutes natures d'utilisation ou d'occupation du sol autres que :
  - les constructions et installations destinées aux équipements à caractère sportif ou de loisirs,
- Les carrières sont interdites **dans l'ensemble de la zone**.

##### ARTICLE N 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

- Sont admises sous conditions les occupations et installations du sol ci-après :
- **Dans l'ensemble de la zone** :
  - L'extension et la transformation et le changement de destination des constructions existantes, limitée à 50 % de l'emprise d'origine du bâtiment.
  - La reconstruction sur place après sinistre, avec les caractéristiques de volume et de surface du bâtiment initial.
  - Les constructions, ouvrages et installations liées à la réalisation des équipements d'infrastructure à condition que leur localisation dans la zone soit impérative.
  - Les exhaussements ou affouillement de sols nécessaires à l'activité agricole,
- **Dans le secteur N1** :
  - Les bâtiments annexes aux constructions existantes, accolés ou non à celles-ci.
- **Dans le secteur N2** :
  - Les constructions et installations destinées aux équipements à caractère sportif ou de loisirs.

## SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

### ARTICLE N 3 - VOIRIE ET ACCES

- **Voirie :**  
Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles auront à supporter ou aux constructions ou installations qu'elles devront desservir. Elles devront en particulier satisfaire aux exigences de la défense contre l'incendie, de la protection civile et de l'enlèvement des ordures ménagères.
- **Accès**  
Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.  
Au long des routes départementales les accès sont limités à un seul par îlot de propriété. Ils sont interdits pour les terrains desservis par une autre voie.

### ARTICLE N 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

- **Eau :**  
Les constructions et installations doivent être raccordées au réseau public de distribution d'eau potable. En l'absence de réseau public, ou si ses caractéristiques sont insuffisantes, l'alimentation peut, sauf pour les constructions à usage d'habitation ou les équipements recevant du public, être réalisée par captage, forage ou puits conformément à la réglementation en vigueur.
- **Assainissement - Eaux usées :**  
Les eaux usées doivent être dirigées sur un dispositif individuel d'épuration et d'élimination conforme à la réglementation.  
  
L'évacuation d'eaux usées dans les fossés, cours d'eau ou égouts pluviaux est interdite.
- **Assainissement - Eaux pluviales :**  
Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales (et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété) sont à la charge du pétitionnaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.  
Dans toute la mesure du possible sera prévu, à l'occasion de chaque demande permis de construire, la mise en place d'une réserve individuelle de stockage des eaux de pluie.
- **Electricité et télécommunications :**  
Des raccordements ensevelis sont imposés.

### ARTICLE N 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

- Les terrains doivent avoir, le cas échéant, des caractéristiques permettant la mise en place d'un dispositif individuel d'épuration et d'élimination des eaux usées.

### ARTICLE N 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

- Les constructions doivent être implantées à une distance minimale de 10 m de l'alignement, ou de la limite de voie privée qui en tient lieu. Toutefois, l'implantation à une distance moindre peut être autorisée dans le cas d'agrandissement de constructions existant antérieurement à la date d'approbation du P.O.S. initial (4 juillet 1990).
- L'implantation à l'alignement, ou sur la limite de voie privée qui en tient lieu, peut être autorisée pour les constructions liées aux installations techniques nécessaires au fonctionnement du service public de distribution d'énergie ou d'exploitation des réseaux divers, dont la surface au sol est au plus égale à 10 m<sup>2</sup> et la hauteur à l'égout du toit inférieure à 3 m.

### ARTICLE N 7 - IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

- Les constructions peuvent être implantées en limite séparative. Lorsqu'elles ne le sont pas, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment à construire au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points avec un minimum de 3 m.



#### **ARTICLE N 8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

- Les bâtiments doivent être implantés de telle manière que les baies éclairant les pièces d'habitation ou d'activité ne soient masquées par aucune partie d'immeuble qui, à l'appui de ces baies, seraient vue sous un angle de plus de 45° au-dessus du plan horizontal.
- Une distance minimale de 4 mètres peut être imposée entre deux bâtiments non contigus, afin de garantir le bon éclairage des pièces d'habitation ou de travail.  
(Voir le schéma de la page 7)

#### **ARTICLE N 9 - EMPRISE AU SOL**

- Néant.

#### **ARTICLE N 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS**

- La hauteur des constructions d'habitation ne doit pas excéder un rez-de-chaussée, auquel peut être ajouté un niveau de combles habitables.

#### **ARTICLE N 11 - ASPECT EXTERIEUR**

- Il fait application de l'article R 111.21 du code de l'urbanisme *(voir les dispositions générales en début de règlement)*.
- Les constructions à usage d'habitation admises **dans le secteur Nh** doivent se conformer aux prescriptions de l'article U 11.

#### **ARTICLE N 12 - STATIONNEMENT DES VEHICULES**

- Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques.

#### **ARTICLE N 13 - ESPACES LIBRES, PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES**

- Les espaces boisés classés figurant au plan de zonage sont soumis aux dispositions de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme.
- En application de l'article L. 442-2 du Code de l'Urbanisme, les comblements de mares, les coupes et abattages d'arbres isolés, de haies ou de réseaux de haies et de plantations d'alignement sont soumis à autorisation préalable.

### **SECTION III - POSSIBILITES D'OCCUPATION DU SOL**

#### **ARTICLE N 14 - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**

- Il n'est pas fixé de C.O.S. pour les constructions autorisées dans la zone.



## ANNEXE I

### Liste des sites et indices de sites archéologiques Etat des connaissances en septembre 2004

- 1 - Au nord du « Pressoir » (« Clos d'Argent », « Villay » ?) : thermes gallo-romains (1 AH).
- 2 - « Michavaut » ou « Michavant » : ancien prieuré attesté au moins dès 1200 (2 AH).
- 3 - « Château de Parassy » : château fortifié et chapelle (3 AH). Première attestation archivistique connue : 1281.
- 4 - « Le bourg » : la première mention du bourg dans les sources archivistiques date de 1184. La porte romane de l'église de la Trinité est inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis 1926 (4 AH).
- 5 - « Beaumont » : le lieu est attesté dans les textes depuis 1187. La référence à un hospice date de 1450 (le site s'étend également sur Menetou-Salon).
- 6 - « Le Pressoir », « Pressoir Blin ou Boulain » : château et pressoir. Première attestation connue : 1490 (6 AH).
- 7 - « La Plaine » : site métallurgique potentiel (7 AH).
- 8 - « Les Pasdeloups » : hameau attesté au moins dès 1707. Egalement sur Henrichemont.
- 9 - « Le Grand Rogerin » : habitat isolé sur la carte de Cassini (seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> s.). Première attestation connue : 1464.
- 10 - « Le Petit Rogerin », habitat isolé sur la carte de Cassini- Premières attestations connues 1464, 1613. Trois habitats représentés sur la carte de 1846, un seul aujourd'hui.
- 11 - « La Croix Moreau » : habitat isolé visible sur la carte de Cassini. Si l'on se réfère à la carte de 1846, l'emplacement de la « Croix Moreau » (trois bâtiments) ne correspond plus à l'emplacement actuel du lieu-dit.
- 12 - « Les Bruyères » : hameau disparu, non représenté sur la carte de Cassini mais bien visible sur la carte de 1846. Aujourd'hui seul subsiste l'habitat connu sous le nom de « La Plaine ».
- 13 - Etangs attestés au XVIII<sup>e</sup> s. sans doute antérieurs.
- 14 - « Chétif Moulin » : moulin attesté au XVIII<sup>e</sup> s., sans doute antérieur. Encore en activité en 1846. Aujourd'hui disparu.
- 15 - « Bois de Lorris », « Maison Rouge » : habitat visible sur la carte de 1846, aujourd'hui disparu. Le toponyme est révélateur d'un site archéologique potentiel.
- 16 - « Les Bruyères de Parassy », « Le Pavillon » : habitat isolé sur la carte de Cassini. Plusieurs bâtiments sont représentés sur la carte de 1846. Aujourd'hui, aucun n'est visible.
- 17 - « Bellaba » : première attestation connue : 1632. Habitat isolé représenté sur la carte de Cassini, deux en 1846, un seul aujourd'hui.
- 18 - « La Coudre » ou « La Couldre » ou « La Cour » : habitat attesté au moins dès 1653. Représenté en ruines sur la carte IGN.
- 19 - « La Ronce » : habitat isolé attesté au XVIII<sup>e</sup> s., sans doute antérieur.
- 20 - « La Rabatterie » : habitat isolé sur la carte de Cassini. Le toponyme suggère une occupation médiévale.
- 21 - « Les Roches » : hameau représenté sur la carte de Cassini. La première référence archivistique connue date de 1641.

22 - « *Chevrien* » : hameau représenté sur la carte de Cassini, attesté au moins dès 1617 en archives. Le périmètre d'extension du lieu correspond à la représentation de la carte de 1846. Il n'y a plus de bâtiments en élévation aujourd'hui.

23 - « *La Poterie d'en Haut* » : hameau représenté sur la carte de Cassini et attesté au moins dès 1483 dans les sources archivistiques. Le toponyme est révélateur d'un site archéologique potentiel.

24 - « *La Faïte* » ou « *La Tuilerie* » : habitat représenté sur la carte de 1846 et aujourd'hui disparu. Le toponyme est révélateur d'un site archéologique potentiel.

25 - « *Les Thaumiers* » : château. Première attestation connue : 1723. Toponyme « *Le Pressoir Thomier* » sur la carte de Cassini

26 - « *Beaufils* » : habitat isolé attesté au moins dès le XVIII<sup>e</sup> s.

27 - « *La Rongère* » : hameau attesté dès 1170.

28 - « *La Métairie* », appelé anciennement « *Métairie de Baugy* » : attestée dès 1523. Pressoir ?

29 - « *La Taille Gallet* », « *Calaisson* » : habitat vraisemblablement du XIX<sup>e</sup> s., aujourd'hui disparu.

30 - « *La Charnivolle* » : habitat isolé sur la carte de Cassini. La première référence archivistique connue date de 1772.

31 - « *Les Tallans* » : habitat isolé sur la carte de Cassini, attesté au moins dès 1622.

32 - « *Beauvais* », « *L'Hôpital* » : hameau attesté dès 1218. Une référence d'archives cite « *Beauvais autrement dit l'Hôpital* » en 1788.



*Voir plan de localisation, page 22 suivante.*



